



Rapport sur le développement institutionnel

Le rapport suivant a pour but de compléter les notes d'information, développées par des membres de chaque groupe de travail afin de fournir une vue d'ensemble du développement stratégique du réseau, qu'il s'agisse des actions ou des impacts, au cours des trois dernières années. Le conseil du Réseau-DESC a fait une ébauche de ce rapport, à partir du rapport de 2015 envoyé aux membres et en évaluant le développement institutionnel du réseau.

Renforcer une analyse partagée et une direction stratégique

Pour mener ses efforts "pour construire un mouvement mondial visant à faire des droits humains et de la justice sociale une réalité pour tous", le premier acte majeur du conseil 2013-2015 a été de soutenir un processus de planification stratégique dirigé par les membres, sur l'ensemble du réseau. Le [Plan de développement stratégique et institutionnel 2013-2016](#) a renforcé les principes fondateurs et le modèle de travail du réseau, tout en articulant un ensemble commun d'objectifs pour le Réseau-DESC, à savoir:

1. Faire progresser les efforts collectifs, stratégiques et transnationaux pour mettre en oeuvre les droits économiques, sociaux et culturels (DESC) pour tous, en interdépendance avec les droits civils et politiques;
2. Renforcer les normes internationales et les mécanismes de redevabilité, particulièrement en lien avec les DESC, assurant ainsi que ceux-ci soient accessibles et adaptés aux réalités et à la promotion des communautés pauvres et marginalisés, des groupes communautaires de base, et des ONG nationales;
3. Approfondir le renforcement des capacités entre membres et promouvoir une analyse partagée et une stratégie entre les groupes à travers les divisions et les expertises géographiques, linguistiques et historiques;
4. Promouvoir le rôle du réseau en tant que dépositaire mondial fiable et source collective d'information vitale et de ressource fondamentale pertinente au domaine des DESC; et
5. Coordonner le soutien mutuel et la solidarité pour faire progresser le combat des membres.

À partir de ce plan stratégique, le conseil a soutenu le secrétariat dans la mise en oeuvre d'un processus et d'un format cohérents pour développer **les plans du groupe de travail**, avec une vision commune à long terme, des objectifs communs à court terme, et des activités prioritaires. Les progrès sont maintenant évalués tous les ans et les plans de travail examinés au cours du dernier trimestre de chaque année par les membres du groupe de travail. Les groupes de travail ont évolué vers des adhésions définies, avec des voies de communication internes, et une variété de structures de gouvernance (par exemple, les comités directeurs, les groupes consultatifs sur les projets, les comités de planification). En outre, le réseau a donné la priorité aux **réunions régulières en personne** des groupes de travail et/ou de leurs comités directeurs pour faciliter le développement ou l'analyse partagée et la planification collective par les membres. Les groupes de travail sur la responsabilité des entreprises, le litige stratégique, les femmes et les DESC et le mouvement social ont chacun organisé au moins une réunion de stratégie en personne au cours des trois dernières années, alors que plusieurs projets au sein des groupes de travail —par exemple, le projet sur l'emprise des entreprises ou la campagne relative à la banque sur les droits humains—ont organisé des réunions de stratégies concernant les projets. La réunion de stratégie globale est une nouvelle mesure importante dans ces efforts, ayant l'objectif d'approfondir les analyses partagées, les objectifs communs et l'action coordonnée au sein du réseau.

Renforcer les principes fondamentaux

Ces efforts de planification stratégique et le développement continu du réseau ont été guidés par les principes fondamentaux sur lesquels le Réseau-DESC a été fondé, soit:

- L'action collective menée par les membres;
- La centralité des groupes communautaires de base et des mouvements sociaux dans tous les domaines de travail;
- L'équilibre régional des membres dans les groupes de travail et dans les projets y étant liés, avec l'objectif de renforcer le plaidoyer commun au niveau international et lors d'échanges transrégionaux;
- Équilibre des sexes dans le leadership et dans l'analyse intersectionnelle, avec un engagement à faire progresser l'égalité substantielle; et
- Utilisation du cadre des droits humains —assurée grâce à des combats dans le monde—comme source d'unité et base pour défier des systèmes économiques et politiques inéquitables, tout en restant attentif aux histoires particulières des différentes communautés.

Le conseil, les groupes de travail et le secrétariat ont travaillé à la garantie de la centralité des mouvements sociaux, de l'équilibre des sexes et de la diversité régionale dans plusieurs structures de gouvernance au travers du Réseau-DESC. Le post de directeur des adhésions et de la solidarité a été créé pour soutenir l'engagement des membres et privilégier la diffusion auprès des mouvements sociaux et dans les régions sous représentées. Impatient de renforcer la diffusion au moyen orient et en Afrique du nord (MENA) et de faciliter le travail dans les régions, le réseau a aussi accueilli un conseiller des programmes et des adhésions originaire de et basé dans la région. Au cours de la dernière année, le Réseau-DESC a complété ses sites Internet espagnol et anglais avec des sites parallèles en arabe et en français. Les événements régionaux ont permis de lancer des dialogues initiaux pour construire une solidarité et un plaidoyer transrégional.

Clarifier le rôle du Réseau-DESC

Le Réseau-DESC est maintenant composé de plus de 220 membres organisationnels et individuels travaillant ensemble pour faire des droits humains et de la justice sociale une réalité pour tous. Le réseau fournit une plateforme pour construire une solidarité, renforcer l'analyse partagée, amplifier le leadership collectif sur des enjeux fondamentaux en matière de droits humains, et faire progresser de manière proactive des stratégies innovantes pour assurer la justice sociale, surtout au niveau mondial. À partir de la diversité de ses membres venant de 76 pays différents, le Réseau-DESC est bien placé pour identifier les nouvelles lacunes dans la mise en oeuvre des droits humains et répondre aux opportunités et aux défis internationaux. Avec la supervision du conseil, le rôle principal du secrétariat est de faciliter et de soutenir cette action collective menée par les membres.

Développer le secrétariat et diversifier les ressources

Afin de mettre en oeuvre les objectifs stratégiques établis par les membres, le conseil a travaillé avec le directeur exécutif afin de développer le secrétariat, d'atteindre un statut juridique indépendant, et d'assurer des ressources diversifiées pour soutenir le travail collectif. En lien avec son plan de développement stratégique et institutionnel 2013-2016, le secrétariat a ajouté un coordinateur des communications, qui fait la promotion du travail des organisations membres, renforçant le plaidoyer collectif à partir du travail des médias traditionnels et des réseaux sociaux, et améliorant la communication interne entre les membres. De la même manière, le programme a conduit à l'embauche d'un coordinateur de programme axé sur les femmes et les DESC et de celle d'un directeur juridique. De plus, un directeur de développement institutionnel dirige maintenant une équipe administrative et une

équipe de développement renforcée. Début 2017, le réseau envisage d'embaucher un coordinateur de programme axé sur les politiques économiques et les droits humains.

Lancé en 2004, le Réseau-DESC s'en remettait au Tides Center pour son statut juridique aux États-Unis, ainsi que pour tout ce qui concernait la comptabilité et le soutien en matières de ressources humaines; en échange, Tides prélevait 9-15% de chaque subvention que le Réseau-DESC recevait. Après une évaluation attentive, le conseil a encouragé le secrétariat à obtenir un statut indépendant d'exonération fiscale aux États-Unis. Malgré de nouvelles demandes et obligations, le conseil était convaincu que cela libérerait des ressources financières tout en donnant une identité plus forte au réseau au sein d'espaces comme l'ONU. Le Réseau-DESC est devenu indépendant le 1er juillet 2016.

En menant de plus en plus de plaidoyer, des ateliers, un forum des peuples annuel sur les droits humains et les entreprises, et une série de réunions de stratégies des groupes de travail, le besoin de ressources a peu à peu grandi. Au cours des trois dernières années, le Réseau-DESC a ajouté trois bailleurs de fonds principaux, mais a aussi ajouté de nouvelles ressources pour soutenir le travail collectif privilégié par les membres dans les domaines des Femmes et des DESC, de la responsabilité des entreprises, du litige stratégique, et du système de solidarité. Le secrétariat a aussi soutenu plusieurs membres dans la levée de fonds pour leurs organisations respectives, en facilitant les contacts initiaux, en rédigeant des lettres de recommandation, en plaidoyant pour obtenir des fonds pour le domaine des DESC au sens large et en invitant un ensemble de donateurs potentiels à différents événements. Mi-2015, le Réseau-DESC a embauché son premier assistant de développement à temps partiel.

Supervision et représentation du conseil

Finalement, en tant que représentants élus par les membres, les membres du conseil ont renforcé leurs rôles de supervision du secrétariat et de représentation du réseau dans des espaces nationaux et internationaux. Le conseil a organisé sa première réunion en personne, complétée de conférences téléphoniques trimestrielles, afin de fournir une vue d'ensemble institutionnelle et financière et une cohérence générale dans la progression de la mission. Le conseil a travaillé avec le directeur exécutif pour développer des groupes de travail réguliers et des processus d'évaluation de l'équipe. En ce qui concerne la représentation, le conseil a parlé au nom des principes communs et du travail du Réseau-DESC lors de multiples événements, avec des donateurs potentiels, et lors d'une diffusion continue auprès des membres et partenaires.

De 2013 à 2015, le Réseau-DESC a été dirigé par les membres du conseil suivants, élus par et parmi les membres:

Hossam Bahgat, Président du conseil du Réseau-DESC

Egyptian Initiative for Personal Rights (EIPR), Égypte

Cathy Albisa, Trésorier du conseil du Réseau-DESC

National Economic and Social Rights Initiative (NESRI), États-Unis

Ximena Andión Ibáñez

Instituto de Liderazgo Simone de Beauvoir (ILSB), Mexique

Sandra Ratjen

International Commission of Jurists (ICJ), Suisse

Saeed Baloch

Pakistan Fisherfolk Forum (PFF), Pakistan

Minerva (Niva) Gonzales

ESCR-Asia, Les Philippines

Legborsi Saro Pyagbara

Movement for the Survival of the Ogoni People (MOSOP), Nigéria

En janvier 2016, le Réseau-DESC a accueilli un nouveau conseil, qui assumera ses fonctions jusqu'en 2018:

Francisco Rocaël, président du conseil

Consejo de Pueblos Wuxhtaj, Guatemala

Cathy Albisa, trésorier du conseil

National Economic and Social Rights Initiative (NESRI), États-Unis

Sandra Ratjen, secrétaire du conseil

Franciscans International, Suisse

Ruth Aura-Odhiambo

Federation of Women Lawyers (FIDA-Kenya), Kenya

Saeed Baloch

Pakistan Fisherfolk Forum (PFF), Pakistan

Hasan Barghouthi

Democracy and Workers' Rights Center (DWRC), Palestine

Herman Kumara

National Fisheries Solidarity Movement (NAFSO), Sri Lanka

Ça été une période de croissance pour le réseau, au cours de laquelle il a approfondi une analyse commune et étendu un travail collectif, ainsi qu'un apprentissage continu . En tant que membre, nous avons hâte de doubler notre travail commun "pour construire un mouvement mondial visant à faire des droits humains et de la justice sociale une réalité pour tous."